



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

**TROISIÈME TRIMESTRE
DE 2022
(30 septembre 2022)**

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion préparé en conformité avec le Règlement 51-102A1, approuvé par le conseil d'administration et daté du 24 novembre 2022 doit être lu en parallèle avec les états financiers résumés intermédiaires du 30 septembre 2022.

Les états financiers résumés intermédiaires pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2022 ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

La devise utilisée pour la présentation est le dollar canadien (\$ CAN) et tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont en dollars canadiens.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le rapport de gestion peut contenir des énoncés prospectifs, y compris, mais sans s'y limiter, des commentaires à propos de l'échéancier et de la teneur des travaux à venir, des interprétations géologiques, de la réception de titres de propriété, etc., qui reflètent, à la date du rapport de gestion, les attentes, estimations et projections de la Société quant à ses opérations, à l'industrie minière en général et à l'environnement économique dans lequel elle évolue. Bien que raisonnables, ces énoncés à caractère prospectif comportent un certain élément de risque et d'incertitude de sorte qu'il n'y a aucune garantie qu'ils seront réalisés. Par conséquent, les résultats réels peuvent varier de façon importante de ceux mentionnés ou anticipés dans ces énoncés prospectifs.

PANDÉMIE MONDIALE COVID-19

La pandémie mondiale COVID-19 continue d'évoluer incluant la poursuite d'imposition de restrictions sur les déplacements de personnes et biens, mesures de distanciation sociale, restrictions sur les rassemblements, quarantaines imposées et le contrôle des contacts entre personnes. La Société a été en mesure de poursuivre ses activités d'exploration jusqu'à présent cette année sans perturbation majeure reliée à la COVID-19. La Société continue de monitorer et prendre les mesures nécessaires afin de gérer l'impact que la COVID-19 a sur ses activités d'exploration. La Société poursuit la gestion des défis financiers et opérationnels et continue d'adresser les besoins de ses employés découlant de la pandémie COVID-19. La Société continue de collaborer avec les paliers de gouvernements locaux, provinciaux, nationaux et les communautés afin de limiter l'impact de la pandémie COVID-19 sur ses employés et opérations. La Société continue de monitorer et d'implanter les mesures sanitaires recommandées par les autorités de la santé publique et maintient un protocole COVID-19 rigoureux.

PORTEFEUILLE MINIER

Le portefeuille de Radisson comprend deux propriétés qui couvrent une superficie totale de 7 362 hectares dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec au Québec, Canada. Le régime politique est stable au Canada, l'offre au Québec au niveau fiscal y est très avantageuse, l'accès à une main-d'œuvre qualifiée y est reconnu ainsi qu'à des fournisseurs reconnus pour leur expertise dans le domaine minier. En Avril 2022, l'institut Fraser classait le Québec au 6^{ième} rang mondial pour son attrait d'investissement pour le développement minier. Soulignons que les propriétés primaires de Radisson, les propriétés voisines O'Brien et New Alger, sont situées en Abitibi-Témiscamingue, le long de la célèbre faille Larder-Lake-Cadillac, ayant été l'hôte de plusieurs gisements aurifères dans la ceinture de roches vertes de l'Abitibi.

Propriétés au Québec (au 30 septembre 2022)

Propriétés	Nombre de titres	Superficie (ha)	Minéralisation	Intérêts
Douay	30	1 523	Or	100 %
O'Brien	120	5 839	Or	100 %
Total	150	7 362		

PROGRAMME D'EXPLORATION

En août 2019, la Société a débuté un programme de forage de 20 000 m, ayant pour objectif principal, la validation du nouveau modèle litho-structural publié en mars 2019. En octobre 2019, la Société a publié les premiers résultats de ce programme de forage, incluant 66,71 g/t Au sur 4,70 mètres, 250 m en-dessous des ressources courantes d'un vecteur d'enrichissement situé 300 m à l'est des infrastructures principales de l'ancienne mine O'Brien. Au 31 décembre 2019, 14 210 m de forage étaient complétés. Le programme fut subséquemment augmenté à 60 000 m. Au courant de l'année 2020, la Société a annoncé plusieurs intervalles à haute teneur, suggérant la validation du nouveau modèle et démontrant plusieurs opportunités d'expansion des ressources à la latérale et en profondeur au projet aurifère O'Brien. Ces opportunités furent démontrées par forage, le long d'au moins quatre vecteurs d'enrichissements probables et à fort pendage, situés approximativement 300 m, 600 m, 900 m et 1 200 m à l'est de l'ancienne mine O'Brien. Le programme de forage fut subséquemment augmenté à 130 000 m. En parallèle, la Société a complété les études environnementales requises et continué d'avancer le processus afin d'obtenir les autorisations nécessaires pour un programme d'exploration souterrain.

En 2020 la Société a acquis la propriété voisine New Alger. Radisson y entrevoit l'opportunité d'appliquer son modèle litho-structural afin de mettre en valeur le potentiel de croissance des ressources sur 2,5 km de terrains maintenant détenus le long de la faille Larder-Lake-Cadillac à l'ouest de l'ancienne mine O'Brien, ce secteur demeurant très peu exploré. En 2021, la Société a commencé à étendre latéralement une portion du programme de forage en cours à l'est et l'ouest de l'ancienne mine O'Brien. Entre août 2019 et le 31 décembre 2021, un total de 114 068 m de forage furent complétés au projet O'Brien.

Les résultats ont démontré la continuité de la minéralisation bien en-dessous des ressources courantes définies sur l'ensemble des vecteurs d'enrichissement définis à ce jour, et suggèrent que le potentiel demeure ouvert à une expansion latérale et en profondeur. Le long du vecteur d'enrichissement #0, les

forages ont démontré la continuité de la minéralisation jusqu'à une profondeur verticale de 750 m, alors que les ressources courantes se limitent aux premiers 240 m verticaux sur le secteur. Le long du vecteur d'enrichissement #1, les forages ont démontré la continuité de la minéralisation jusqu'à une profondeur verticale de 950 m, alors que les ressources courantes s'y limitent environ aux premiers 600 m verticaux. Le long du vecteur d'enrichissement #2, les forages ont démontré la continuité de la minéralisation jusqu'à une profondeur verticale de 800 m, alors que les ressources courantes s'y limitent majoritairement aux premiers 400 m verticaux. Le long du vecteur d'enrichissement #3, les forages ont recoupé la minéralisation jusqu'à une profondeur verticale de 500 m. Les ressources courantes sur ce secteur s'étendent présentement de la surface jusqu'à approximativement une profondeur verticale de 240 m. Le long du vecteur d'enrichissement #4, le forage permet de suivre la minéralisation aurifère jusqu'à une profondeur d'environ 330 m.

Programme d'exploration 2022

Au cours des premiers neuf mois de 2022, la Société a complété 12 530 m de forage, incluant 10 119 m de forage directionnel portant le total du programme à 127 600 m. Le programme de forage fût complété en juin et les foreuses ont été démobilisées du projet O'Brien.

Au cours du deuxième et troisième trimestre, la Société a complété un programme de prospection au sud de la faille Larder-Lake-Cadillac et poursuivi le programme de compilation des données historiques. Suivant la finalisation du programme de forage les dépenses d'exploration de la Société seront significativement plus basses au cours de la seconde moitié de 2022. Avec 2 681 693 \$ en trésorerie et équivalent de trésorerie au 30 septembre 2022, la Société est entièrement financée pour compléter l'ensemble de ses programmes d'exploration.

Au 30 septembre 2022, les résultats sont attendus pour approximativement 18 500 m de forage. Un sommaire des résultats principaux publiés en 2021 et 2022 est présenté dans le tableau ici-bas.

Au troisième trimestre de 2022, la Société a annoncé son intention de réaliser une estimation des ressources au cours du premier semestre de 2023.

Sommaire des résultats publiés en 2021 et 2022

Secteur / Vecteur	Résultats publiés (m)	Nombre de sondages publiés			Nombre d'intervalles publiés à une teneur de plus				
		# sondages publiés	Incluant VG	% incluant VG	>5 g/t Au	>10 g/t Au	>15 g/t Au	>20 g/t Au	>25 g/t Au
O'Brien West	5 700	11	1	9%	3	1	1	1	1
Trend #0	18 000	36	20	56%	17	8	4	4	4
Trend #1	28 900	51	29	57%	49	20	11	8	7
Trend #2	28 200	51	25	49%	40	15	9	5	4
Trend #3	16 200	40	18	45%	20	11	6	3	1
Trend #4	8 500	19	10	53%	8	2	1	1	1
Kewagama Est & Autres	3 600	11	1	9%	4	2	1	1	1
Total	109 100	219	104	47%	141	59	33	23	19

*Les résultats de forage publiés dans la table ci-haute ont été extraits du communiqué de presse daté du 13 septembre 2022.

PROJET O'BRIEN

Le principal actif de Radisson, le projet aurifère O'Brien détenu à 100 % (incluant les propriétés contiguës O'Brien, Kewagama et New Alger), est localisé à mi-chemin entre les villes de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or, comprends respectivement maintenant 120 claims couvrant une superficie totale de 5 839 hectares. Il est également localisé à environ 3,7 km au sud-est de la mine LaRonde d'Agnico-Eagle et à environ 8 km à l'ouest de la propriété Lapa (872 000 onces d'or de production historique) appartenant également à Agnico-Eagle. Le projet O'Brien est localisé à l'intérieur de la Ceinture aurifère de l'Abitibi, secteur de Malartic-Cadillac, et est recoupé par la prolifique faille de Larder-Lake-Cadillac. En aout 2020, la Société a complété l'acquisition de la propriété New Alger, contiguë à l'ouest et au sud de la propriété O'Brien. Cette acquisition ajoute 5 202 hectares de terrains prospectifs couvrant environ 5,2 km de terrain le long de la faille Larder-Lake-Cadillac.

Estimation des ressources du projet O'Brien, Juillet 2019

Le 26 mars 2019, Radisson a mandaté 3DGeo-Solution pour une mise à jour de l'estimation des ressources courantes du projet O'Brien selon les normes 43-101. L'estimation des ressources courantes, a été reçue et est datée du 15 juillet 2019 a été préparée conformément à la norme canadienne 43-101 (« NI 43-101 ») par la firme indépendante 3DGeo-Solution. L'estimation des ressources minérales actuelle fut élaborée sur la base d'une réinterprétation litho-structurale. Le rapport technique a été déposé sur SEDAR le 29 août 2019.

Estimation des ressources du projet aurifère O'Brien en juillet 2019¹

	Ressources indiquées			Ressources présumées		
	Tonnes	Teneur (g/t Au)	Onces (Au)	Tonnes	Teneur (g/t Au)	Onces (Au)
Teneur de coupure de 5.0 g/t	949 700	9,48	289 400	617 400	7,31	145 000

⁽¹⁾ Les ressources Minérales ne sont pas des Réserves Minérales et leur viabilité économique n'a pas été démontrée.

L'estimation des ressources minérales intègre :

- Une interprétation litho-structurale, publiée en mars 2019.
- 16 302 mètres de forage additionnels et historiques complétés sur les zones F, 36E et Vintage.

Forte augmentation des onces d'or contenues et de la teneur moyenne en or.

L'estimation des ressources démontre une forte augmentation des onces par mètre vertical, alors que la teneur et le nombre d'onces ont augmenté dans toutes les catégories de ressources à toutes les teneurs de coupure.

Le modèle litho-structural a révélé les secrets des hautes teneurs de l'ancienne mine O'Brien.

Le modèle structural a permis d'obtenir une meilleure compréhension du projet aurifère O'Brien, démontrant une forte compatibilité avec l'information historique et la géométrie des contrôles structuraux de l'ancienne mine, où seulement **3 veines** ont représenté **90 %** de la production historique à une teneur moyenne de 15,25 g/t Au.

Le modèle litho-structural ouvre le potentiel d'exploration de la propriété O'Brien en profondeur et en extension latérale.

Les ressources courantes ont été définies seulement jusqu'à une profondeur d'environ 500 mètres, alors que les forages ont intercepté la minéralisation jusqu'à des profondeurs excédant 1 000 mètres. D'autres mines à l'intérieur du camp ont atteint des profondeurs excédant 1 000 m. Les ressources courantes sont adjacentes à l'ancienne mine O'Brien qui demeure ouverte en profondeur et où la production historique s'étend jusqu'à 1 100 mètres.

Cibles de forage d'expansion des ressources et d'exploration définies :

Le modèle litho-structural suggère qu'un patron de répétitions potentiel pour de multiples vecteurs d'enrichissement (similaires aux structures minées dans l'ancienne mine O'Brien) à l'est et l'ouest de l'ancienne mine O'Brien.

Projet O'Brien comparaison avec l'estimé des ressources précédentes (Teneur de coupure de 5,00 g/t Au)

	Ressources indiquées			Ressources présumées		
	Tonnes	Teneur (g/t Au)	Onces (Au)	Tonnes	Teneur (g/t Au)	Onces (Au)
Juillet 2019	949 700	9,48	289 400	617 400	7,31	145 000
Mars 2018	624 734	8,30	166 671	416 123	7,21	95 508

- (1) La personne qualifiée indépendante pour le présent Estimé de Ressource Minérale 2019, tel que défini par NI 43-101, est Kenneth Williamson de Kenneth Williamson 3DGeo-Solution. La date effective de l'estimé est le 15 juillet 2019.
- (2) Les ressources minérales sont classifiées comme Ressources Minérales Indiquées et Présumées; cette classification est basée sur la Définition des Standards ICM 2014.
- (3) Ces Ressources Minérales ne sont pas des Réserves Minérales puisque qu'elles n'ont pas de viabilité économique démontrée.
- (4) Les résultats sont présentés *in-situ* et non-dilués.
- (5) La sensibilité fut évaluée en utilisant des teneurs de coupure de 3,00 g/t Au à 7,00 g/t Au. La teneur de coupure est fonction des conditions fluctuante du marché (prix de l'or, taux de change, coûts d'extraction, etc) et se doit donc d'être réévaluer en conséquence.
- (6) La teneur de coupure de base de 5,00 g/t Au est établie considérant la nature filonienne des zones minéralisées, un prix de l'or de 1 350,00 US\$/oz ou 1 755 C\$/oz en utilisant un taux de change de 1,30, une récupération de 87,4 %, un prix de vente de l'or de 5,00 C\$/oz, un coût de minage global de 67,50 C\$/t, un coût d'usinage de 65,00 C\$/t et des coûts d'administration et environnementaux de 32,50 C\$/t.
- (7) Une teneur d'écrêtage de 60,00 g/t Au fut appliquée aux teneurs des échantillons avant la création des composites. La longueur des composites est établie à 1,50 m. L'interpolation fut réalisée en utilisant une méthode Inverse de la distance au cube (ID³) dans un modèle de blocs composé de cellules de 3m x 3m x 3m.
- (8) La densité (g/cm³) utilisée pour l'ensemble des zones minéralisées est de 2,82 g/cm³, et se base sur les données disponibles.
- (9) Une épaisseur minimum de 1,5 m fut appliquée à la construction du modèle des zones minéralisées, qui se compose de 63 zones minéralisées distinctes.
- (10) Suivant les recommandations du Formulaire 43-101F1, les nombres de tonnes et d'onces métriques sont arrondis à la centaine près. Toutes différences dans les totaux est un effet de cet arrondissement.
- (11) Kenneth Williamson 3DGeo-Solution n'est pas au courant de l'existence de problèmes environnementaux, de permis, légaux, fiscaux, socio-politiques ou autres problèmes pouvant avoir un impact sur le présent Estimé de Ressource Minérale.
**Toutes les données techniques en relation à la mise à jour des ressources courantes du projet O'Brien ont été extraites du communiqué de presse daté du 15 juillet 2019.*

AUTRES PROPRIÉTÉS AU QUÉBEC

Bien que Radisson désire concentrer ses efforts sur le projet O'Brien la Société a par le passé complété une compilation géo scientifique des données historiques de sa propriété Douay située sur le territoire de la Baie-James. Elle y a aussi réalisé un levé géophysique par polarisation provoquée afin de définir des cibles d'exploration dans le secteur du corridor de la mine Veza.

FINANCEMENT PAR ACTIONS

Options d'achat d'actions

Au cours trois premiers trimestres, 1 665 000 options d'achat d'actions ont été exercées pour un total de 212 399 \$. Un montant de 94 015 \$ a été comptabilisé en augmentation du capital-actions provenant de Réserves – règlement en instrument de capitaux propres.

BOURSE

Les actions de la Société sont inscrites en bourse depuis 1986 sous le symbole RDS. Radisson fait partie de la catégorie « sociétés émergentes » à la Bourse de croissance TSX (TSX-V).

INFORMATION ANNUELLE CHOISIE (IFRS)

Le tableau suivant résume certaines données financières présentées à l'état de la situation financière de la Société pour les trois dernières années :

	Exercice clos le 31 décembre		
	2021 \$	2020 \$	2019 \$
Actif total	52 550 799	43 021 612	25 444 335
Revenus	131 056	53 314	44 209
Bénéfice net (perte nette)	2 012 233	(2 383 734)	(497 125)
Bénéfice net (perte nette) par action	(0,008)	(0,012)	(0,0003)

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES CHOISIES (non auditées)

Les résultats d'exploitation pour chacun des trimestres des deux derniers exercices financiers sont présentés dans le tableau suivant. La direction de la Société est d'avis que l'information reliée à ces trimestres a été préparée de la même façon que les états financiers audités de l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

TRIMESTRE	2022 Septembre	2022 Juin	2022 Mars	2021 Décembre	2021 Septembre	2021 Juin	2021 Mars	2020 Décembre
États du résultat global (\$)								
Revenus	15 397	15 139	17 736	14 825	17 695	70 219	28 317	5 838
Résultat net et résultat global total (perte nette et perte globale)	(1 261 092)	(888,013)	1 029 995	1 706 536	499 701	813 523	1 040 432	(2 739 772)
Résultat net (perte nette) de base et diluée par action	0,00	(0,00)	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	(0,010)
États de la situation financière (\$)								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 681 693	3 640 107	6 838 285	10 947 294	9 283 391	10 097 932	13 526 068	14 925 581
Total du passif et des capitaux propres	48 716 153	49 866 875	51 504 032	52 550 799	45 781 305	43 866 348	44 520 377	43 021 612
Exploration minière (\$)								
Frais d'exploration et d'évaluation	716 730	2 758 909	3 448 128	4 365 936	2 913 244	4 630 703	2 234 877	1 542 615

**SOMMAIRE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30
SEPTEMBRE 2022**

En raison de son secteur d'activités, la Société ne génère pas de revenus réguliers et doit compter sur l'émission d'actions ou sur les revenus d'intérêt générés par ses placements pour assumer ses dépenses courantes.

Les résultats pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2022 se soldent par une perte nette de de (1 136 372) \$ ou 0,004 \$ par action, comparativement à un gain net de 2 353 655 \$ ou 0,01 \$ par action pour la même période en 2021.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la Société a réalisé 47 972 \$ en revenus d'intérêts comparativement à un revenu de 116 231 \$ pour la même période en 2021.

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2022, les dépenses en salaires et charges au titre des avantages du personnel sont de 524 541 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2022 alors qu'ils étaient de 311 366 \$ pour la même période en 2021. L'écart s'explique par des bonus accrus en 2021 et payés en 2022 et par une augmentation du nombre d'employés à la fin de l'année 2021 et en 2022.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, des charges non récurrentes d'indemnités de départ au montant de 598 000 \$ ont été réalisées alors qu'elles étaient de 0 \$ pour la même période en 2021. Ces charges sont liées à la terminaison d'un contrat d'emploi survenue à la suite d'une entente mutuelle de départ conclue entre la Société et un membre exécutif de la direction au cours de la période close 30 septembre 2022.

Les dépenses en experts et sous-traitants sont de 83 864 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2022 alors qu'elles étaient de 194 936 \$ pour la même période en 2021. La diminution est compensée par l'augmentation de charges salariales et des avantages sociaux, certains sous-traitants étant devenus des employés.

Les dépenses en honoraires professionnels sont de 54 006 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2022 alors qu'elles étaient de 73 051 \$ pour la même période en 2021. La diminution est majoritairement reliée aux frais associés au processus d'inscription sur le marché OTCQB aux États-Unis en 2021.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2022, la Société a encouru des dépenses de relations aux investisseurs et communication aux actionnaires de 156 204 \$ comparativement à des dépenses de 132 731 \$ pour la même période en 2021. L'augmentation est liée à la participation à des conférences minières et par une augmentation des campagnes de sensibilisation en ligne.

Les dépenses d'inscriptions et de frais registrariat pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 sont de 82 821 \$ alors qu'elles étaient de 95 308 \$ pour la même période en 2021. La diminution est majoritairement reliée aux frais associés au processus d'inscription sur le marché OTCQB aux États-Unis en 2021.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la Société a déclaré une diminution de 1 200 000 \$ de la variation de la juste valeur des placements comparativement à un gain non réalisé sur placement de

240 000 \$ pour la même période en 2021. Cette diminution est non réalisée et n'a aucun impact sur la trésorerie.

La Société maintient constamment un contrôle rigoureux sur ses dépenses afin de prolonger ses liquidités tout en évitant une dilution inutile de ses actions en circulation. La direction de la Société continue à gérer de façon prudente les fonds disponibles pour ses opérations courantes afin de pouvoir respecter ses engagements et maintenir la pérennité de la Société à long terme.

LIQUIDITÉS ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la Société a réalisé 6 923 767 \$ en travaux d'exploration et de mise en valeur alors que 7 543 947 \$ en travaux de même nature ont été réalisés au cours de la même période en 2021. Cette diminution s'explique par une diminution des activités d'exploration à O'Brien au troisième trimestre, à la suite de l'achèvement du programme de forage de 127 600 m. La Société s'attend à ce que ses dépenses d'exploration soient nettement inférieures au second semestre 2022.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2022, suite à des investissements effectués à titre de dépenses d'exploration et d'évaluation admissibles, la Société a accumulé 610 873 \$ de crédits d'impôt et d'impôts miniers remboursables comparativement à 0 \$ pour la même période en 2021.

Les frais d'administration totaux s'élèvent à 1 593 534 \$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 comparativement à 916 625 \$ pour la même période en 2021. Les principaux éléments à l'origine des variations ont été expliqués ici-haut.

Au 30 septembre 2022, la Société détient une trésorerie et équivalents de trésorerie au montant de 2 681 693 \$ comparativement à un montant de 9 283 391 \$ au 30 septembre 2021. Au 30 septembre 2022, aucun fond n'est réservé à l'exploration et à l'évaluation (1 685 914 \$ en 2021).

La Société détient 24 000 000 d'actions de la Société Ressources Renforth Inc. à titre de placements long terme pour une valeur de 720 000 \$.

Au 30 septembre 2022, l'exercice de bons de souscription en circulation représente un financement potentiel de 278 086 \$.

Le financement de la Société se fait principalement par voie d'émissions de capital action, le succès de celui-ci dépend des marchés des capitaux, de l'attrait des investisseurs pour les sociétés d'exploration et du prix des métaux. Pour continuer ses activités d'exploration et administratives Radisson devra maintenir et augmenter ses liens avec la communauté financière pour réaliser d'autres financements par actions.

DONNÉES SUR LES VALEURS MOBILIÈRES EN CIRCULATION

Capital-actions

Au 30 septembre 2022, le capital-actions de la Société se compose de 275 956 266 actions ordinaires (2021, 255 964 012) émises et en circulation.

30 septembre 2022	Actions catégorie A	Montant \$
Émis et payé :		
Solde au 31 décembre 2021	274 291 266	67 979 278
Exercice d'options ⁽¹⁾	1 665 000	212 399
Solde au 30 septembre 2022	275 956 266	68 191 677

⁽¹⁾ La valeur des options est présentée à la valeur d'exercice.

30 septembre 2021	Actions catégorie A	Montant \$
Émis et payé :		
Solde au 31 décembre 2020	244 430 890	61 800 999
Exercice d'options ⁽¹⁾	1 925 000	263 609
Bons de souscription exercés ⁽¹⁾	9 608 122	2 019 708
Frais de financement ⁽²⁾	-	(851)
Solde au 30 septembre 2021	255 964 012	64 083 465

⁽¹⁾ La valeur des bons de souscription et des options est présentée à la valeur d'exercice.

⁽²⁾ Les frais de financement sont liés à un placement privé clos au 31 décembre 2020.

Options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants. Au 30 septembre 2022, un maximum de 25 000 000 (2021, 18 000 000) actions ordinaires de la Société peuvent être émises en vertu de ce régime d'options. Au 30 septembre 2022, des options portant sur 16 844 426 (2021, 15 020 926) actions ordinaires étaient en circulation.

	Nombre d'options	Nombre d'options	
Solde au 31 décembre 2021	14 870 926	10 940 926	Solde au 31 décembre 2020
Exercées	(1 665 000)	(1 750 000)	Exercées
Expirées	(1 250 000)	(225 000)	Expirées
Octroyées	4 888 500	4 730 000	Octroyées
Solde au 30 septembre 2022	16 844 426	13 695 926	Solde au 30 septembre 2021
Options pouvant être levées	15 844 426	12 195 926	Options pouvant être levées

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2022, 1 665 000 actions ordinaires ont été émises suite à l'exercice d'options d'achat d'actions (2021, 1 750 000).

Bons de souscription

Chaque bon de souscription autorise le porteur à acquérir une action ordinaire de la Société.

Le prix d'exercice et la date d'échéance des bons de souscription varient selon leurs dates d'émission.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la Société a émis aucun bon de souscription (0 en 2021) et 794 532 bons de souscription étaient en circulation au 30 septembre 2022 (15 608 408 en 2021).

	Nombre de bons de souscription	Nombre de bons de souscription	
Solde au 31 décembre 2021	16 402 940	26 221 295	Solde au 31 décembre 2020
Exercés	-	(9 608 122)	Exercés
Échus	(15 608 408)	(1 004 765)	Échus
Solde au 30 septembre 2022	794 532	15 608 408	Solde au 30 septembre 2021

OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Ici-bas le détail de redevances et d'obligations contractuelles détenues par Radisson sur la propriété de tiers :

- Massicotte : En faveur de Radisson une redevance sur les revenus nets de fonderie (NSR) de 2 % sur les claims qui constituent la propriété. Balmoral peut acheter une première moitié de la redevance NSR en versant 1 000 000 \$ en espèces, tout comme elle a la possibilité d'acheter la seconde moitié en effectuant un paiement additionnel de 2 000 000 \$ en espèces.

Ici-bas le détail de redevances et d'obligations contractuelles de tiers sur les propriétés de Radisson :

Projet aurifère O'Brien :

- O'Brien : paiement au comptant de 1 million de dollars lors de la mise en production commerciale
- Kewagama : 2 % NSR
- New Alger :
 - 2% NSR sur les titres miniers remplaçant l'ancienne concession minière connue sous CM240-PTA
 - 1% NSR sur tous les titres miniers constitués de la propriété New Alger, y compris les titres remplaçant l'ancienne concession minière connue sous le nom de CM240-PTA
- Droit exclusif de première offre pour un financement lié à l'or du projet O'Brien. Dans le cadre d'un placement privé réalisé en 2018, la Société a accordé à une entité européenne (le « Souscripteur ») un droit exclusif de premier refus sur tout financement lié à l'or que la Société, à sa discrétion, peut choisir de poursuivre pour l'exploration souterraine, l'échantillonnage ou le début de la production au projet O'Brien détenu à 100 %. Il n'y a aucune obligation pour la Société de financer son projet à l'aide d'un financement lié à l'or.
- Un paiement contingent de 1,5 million de dollars relié à la propriété New Alger deviendra payable au plus tôt de (i) un changement de contrôle de la société, (ii) la déclaration de production commerciale par la société sur le projet, et (iii) la vente du projet pour des procédés excédants 40 000 000 \$.

INFORMATION RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Opérations entre parties liées

Durant la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la Société a effectué les transactions suivantes avec des dirigeants, des administrateurs et des sociétés appartenant à des administrateurs.

	Périodes de neuf mois closes le	
	30 septembre 2022	30 septembre 2021
	\$	\$
Frais de location	-	16 020
Frais de bureau	-	2 935
Frais de prospection et d'évaluation	-	13 051
	-	32 006

La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants et aux administrateurs est la suivante :

	Périodes de neuf mois closes le	
	30 septembre 2022	30 septembre 2021
	\$	\$
Salaires et charges au titres des avantages du personnel	1 055 353	297 406
Experts-conseils et sous-traitants	-	163 178
Jetons de présence	-	21 000
Rémunération à base d'actions	244 020	573 500
	1 299 373	1 055 084

Ces opérations sont mesurées en fonction de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière sont responsables de l'établissement et du maintien des contrôles et des procédures de divulgation de l'information de la Société au sens du Règlement 52-109. Ces contrôles et procédures ont été évalués au 30 septembre 2022 et il a été conclu qu'ils étaient adéquats et efficaces.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES POUR LES ÉMETTEURS ÉMERGENTS N'AYANT PAS D'IMPORTANTES REVENUS

La Société fournit l'information relative aux actifs d'exploration et de mise en valeur dans la note 5 des états financiers de la période close le 30 septembre 2022. La Société n'a aucune dépense de recherche et développement.

La Société n'a pas de frais reportés autres que les actifs d'exploration et de mise en valeur.

Concernant les informations présentées dans ce rapport de gestion sur les actifs de prospections et d'évaluation, la direction a conclu que l'absence de dépréciation au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 est adéquate.

MODE DE PRÉSENTATION ET CONFORMITÉ AUX IFRS

Les présents états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, à l'exception des actifs financiers et des passifs financiers qui sont réévalués à la juste valeur par le biais du résultat net. La préparation des états financiers fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la Société. Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers sont résumées plus loin dans le rapport de gestion.

Les états financiers ne tiennent pas compte des projets de normes toujours à l'étape de l'exposé-sondage auprès de l'International Accounting Standards Board (IASB) ainsi que des normes publiées et approuvées par l'IASB, mais dont la date d'application est ultérieure au 30 septembre 2022.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Conformément aux *Normes internationales d'information financière* (« IFRS »), la direction de la Société doit faire des estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes.

Les principales méthodes comptables ainsi que celles qui requièrent le plus de jugements et d'estimations sont :

Dépenses de prospection et d'évaluation

L'application de la convention comptable de la Société pour les dépenses de prospection et d'évaluation nécessite l'exercice du jugement dans la détermination de la mesure dans laquelle la dépense peut être associée à la découverte de ressources minérales spécifiques. Le processus d'estimation exige différents niveaux d'incertitudes et ces estimations ont un effet direct sur le report des dépenses de prospection et d'évaluation. La convention de report exige de la direction de faire des estimations et des hypothèses concernant les événements et circonstances futurs. Les estimations et les hypothèses effectuées peuvent être modifiées si de nouvelles informations deviennent disponibles. Si, après que des dépenses aient été capitalisées, des informations deviennent disponibles et suggèrent qu'il est improbable que la valeur comptable puisse être recouvrée, le montant capitalisé est radié dans l'exercice au cours duquel les nouvelles informations deviennent disponibles.

Provisions et passifs éventuels

Le jugement est utilisé afin de déterminer si un événement passé a engendré un passif qui devrait être comptabilisé aux états financiers ou s'il devrait être présenté comme un passif éventuel. Quantifier ces passifs implique jugements et estimations. Ces jugements sont basés sur plusieurs facteurs, tels que la nature de la réclamation ou du conflit, les procédures juridiques et le montant potentiel à payer, les conseils juridiques obtenus, l'expérience antérieure et la probabilité de la réalisation d'une perte. Plusieurs de ces facteurs sont sources d'incertitude quant aux estimations.

Dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation.

La Société soumet chaque unité génératrice de trésorerie pour déterminer s'il existe des indications de dépréciation. La direction a établi ses unités génératrices de trésorerie comme étant chaque site minier individuel, lequel est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsqu'un indicateur de dépréciation existe, puisque la Société ne dispose pas d'informations suffisantes au sujet de ses biens miniers pour pouvoir estimer les flux de trésorerie futurs, elle soumet ses biens miniers à un test de dépréciation en comparant la juste valeur à la valeur comptable, sans préalablement effectuer un test de recouvrabilité. Les techniques permettant d'établir la juste valeur exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses telles que le prix prévu à long terme des ressources minérales, la capacité d'obtenir le financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le potentiel exploratoire. La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties biens informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

Dépréciation des actifs

La Société évalue chaque groupe d'actifs périodiquement pour déterminer s'il existe des indications de perte de valeur. Lorsque des indicateurs de perte de valeur existent, une évaluation du montant recouvrable est effectuée. Les évaluations nécessitent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses telles que le cours des prix à long terme des ressources minérales, le financement futur nécessaire, le potentiel et les résultats d'exploration. La juste valeur est établie comme étant le montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif dans le cadre d'une transaction entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur des actifs miniers (propriétés minières et frais de prospection et d'évaluation reportés) est généralement établie comme étant la valeur non actualisée des flux monétaires futurs provenant de l'utilisation continue de l'actif, laquelle comprend des estimations sur les coûts d'expansion et de disposition, en utilisant des hypothèses que prendrait en compte une partie prenante indépendante compétente. La juste valeur correspond au prix du marché lorsqu'il est attendu que les actifs seront vendus.

En ce qui a trait aux actifs miniers sujets à un test de recouvrabilité, la direction a déterminé le groupe d'actifs comme étant chaque site minier individuel, lequel est le plus bas niveau pour lequel les flux de trésorerie identifiables sont dans une large mesure indépendante des flux de trésorerie d'autres actifs et passifs. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable et qu'elle excède la juste valeur de l'actif. La perte de valeur correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction d'établir des estimations, des hypothèses et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer des estimations, des hypothèses et des jugements posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. Les paragraphes suivants décrivent les estimations et hypothèses comptables les plus critiques formulées par la direction lors de la comptabilisation et de l'évaluation des actifs, des passifs et des charges et les jugements les plus critiques de la direction dans l'application de méthodes comptables.

Rémunération et paiements à base d'actions et juste valeur des bons de souscription

Pour estimer les dépenses liées à la rémunération à base d'actions et à la juste valeur des bons de souscription, il faut sélectionner un modèle d'évaluation approprié et évaluer les données qui sont nécessaires pour le modèle d'évaluation choisi. La Société a estimé la volatilité de ses propres actions, la durée de vie probable des options, la période d'exercice de ces options, ainsi que les extinctions prévues. Le modèle d'évaluation utilisé par la Société est le modèle de Black & Scholes.

Passifs et actifs d'impôt différé

Les passifs et les actifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'imposition (et des lois fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des passifs et des actifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs.

RISQUES LIÉS À L'EXPLORATION

L'exploration minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées sont mises en production. Des formations rocheuses inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et la difficulté d'obtenir de la main-d'œuvre qualifiée, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comporte l'exécution des programmes d'exploration.

Les facteurs économiques liés à la mise en valeur de propriétés de ressources sont tributaires de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des métaux, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses que la Société engagera dans l'exploration de ses propriétés minières donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerai commercialement exploitables.

RÈGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE ET AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La législation, les règlements et les mesures actuels et futurs en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement aux opérations de la Société ou à son aptitude à mettre ses propriétés en

valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débiter sur une propriété, la Société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales. Rien ne saurait garantir que ces approbations soient obtenues et qu'elles le soient à temps. Le coût des changements dans la réglementation gouvernementale peut également réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété.

RISQUES LIÉS AU FINANCEMENT ET À LA MISE EN VALEUR

La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de sa capacité à obtenir le financement additionnel nécessaire. Rien ne saura garantir qu'elle réussisse à obtenir le financement requis. De plus, la mise en production de propriétés de ressources dépendra de l'utilisation des services d'un personnel expérimenté ou encore de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés de ressources qui peuvent fournir cette expertise.

COURS DES RESSOURCES

Des facteurs indépendants de la volonté de la Société peuvent influencer sur la qualité marchande de l'or ou de tous autres minéraux découverts. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

RISQUES NON ASSURÉS

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des éboulements, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction.

AUTRES EXIGENCES RELATIVES AU RAPPORT DE GESTION

On peut trouver davantage de renseignements sur la Société sur SEDAR (www.sedar.com).

Rouyn-Noranda, Québec, Canada

Le 24 novembre 2022

(s) Denis Lachance

Denis Lachance

Président et chef de la direction par intérim

(s) Hubert Parent-Bouchard

Hubert Parent-Bouchard

Chef de la direction financière